



25 JUIN 2026

Pour l'Adjoint au Maire empêché
Thierry DABET
Ingénieur Principal

ARRETE DU MAIRE N°2026ARR204

Objet : Arrêté Temporaire - Réglementation de la circulation et du stationnement - Inspection du réseau d'assainissement - Du mercredi 15 juillet 2026 au vendredi 24 juillet 2026 inclus - Dans les voies suivantes, avenue de la Convention, rue de la Fontaine, rue Maximilien Robespierre et rue de la Division du Général Leclerc - Entreprise OCELIAN pour le compte de la Direction de l'Assainissement et de la Qualité des Milieux Aquatiques du Département du Val-de-Marne (DAQUAMA)

La Maire d'Arcueil,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2213.1, L.2215.1, Vu le Code de la route et notamment les articles R 417-10 et suivants L 325-1 à L 325-2,

Vu le Code pénal et notamment l'article R 610-5, Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, (livre I – huitième partie – signalisation temporaire approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié, Vu le règlement de voirie du Grand-Orly Seine Bièvre,

Vu l'avis favorable du Conseil Départemental du Val-de-Marne,

Vu l'arrêté n°2019ARR399 du 4 décembre 2019 relatif à la réglementation du bruit sur le territoire communal, et notamment son article 9, qui fixe les plages horaires et les jours d'interdiction des chantiers et travaux bruyants, publics ou privés (interdits de 20 h à 7 h du lundi au vendredi inclus, ainsi que toute la journée les samedis, dimanches et jours fériés), ainsi que son article 10 relatif aux dérogations applicables à ces chantiers,

Vu la demande formulée par courriel en date du 2 juin 2026, par laquelle la société OCÉLIAN, sollicite l'autorisation de procéder à une inspection du réseau d'assainissement situé dans les voies suivantes : avenue de la Convention, rue de la Fontaine, rue Maximilien-Robespierre et rue de la Division-du-Général-Leclerc, pour le compte de la Direction de l'Assainissement et de la Qualité des Milieux Aquatiques du Département du Val-de-Marne (DAQUAMA),

Considérant que pour réaliser l'intervention, il convient d'établir un arrêté de réglementation de circulation et de stationnement,

Considérant qu'il convient de prévenir tout accident et garantir la sécurité,

ARRETE :

Article 1^{er} : Du mercredi 15 juillet 2026 au vendredi 24 juillet 2026 inclus, de 9h00 à 16h30, le stationnement de tout véhicule sera interdit et considéré « stationnement gênant » dans les voies suivantes :

- avenue de la Convention, du n°10 jusqu'à l'angle de la rue de la Fontaine ;
- rue de la Fontaine, du n°9 au n°21 ;
- rue Maximilien Robespierre, du n°1 au n°43 ;
- rue de la Division du Général Leclerc, du n°49 jusqu'au Centre Sportif François Vincent Raspail.

Et selon l'avancement des travaux et le balisage mis en place par l'entreprise Océlian.

Le non-respect de l'interdiction de stationner sera considéré comme gênant au titre de l'article R417-10 du Code de la route. Les véhicules laissés en stationnement seront immédiatement retirés et mis en fourrière selon les conditions prévues aux articles L325-1 et 325-2 du Code de la route.

ARRETE N°2026ARR204

Nature de l'acte :Autres domaines de compétences des communes
Service : Pôle Intervention Technique Service cadre de vie

Article 2 : Du mercredi 15 juillet 2026 au vendredi 24 juillet 2026 inclus, de 9h00 à 16h30, la circulation des véhicules s'effectuera soit par demi-chaussée soit sur la partie libre de la chaussée, au moyen d'un alternat manuel ou par feux tricolores, selon le balisage et la signalisation mis en place par l'entreprise Océlian.

Article 3 : L'entreprise Océlian – 89 rue Paul Bert – 94290 Villeneuve le Roi, en charge des travaux est tenue de :

- Assurer une communication auprès des usagers,
- Afficher le présent arrêté conformément à la réglementation en vigueur,
- Maintenir l'affichage du présent arrêté durant toute la durée de l'intervention,
- Mettre en place la signalisation temporaire réglementaire nécessaire à la neutralisation de la voie de circulation et/ou du stationnement,
- Assurer la maintenance de la signalisation réglementaire de l'intervention, de jour et de nuit, et sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation,
- Assurer la continuité et la sécurité du cheminement des piétons et circulation douce en toutes circonstances,
- Maintenir en bon état de propreté les abords du chantier.
- Remettre à l'identique le mobilier urbain et les marquages qui aurait été endommagés lors des travaux.

Article 4 : Le présent arrêté sera notifié à l'entreprise OCÉLIAN.

Article 5 : Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Monsieur le Commandant des Sapeurs-Pompiers de Montrouge,
- Monsieur le Commissaire Principal du Kremlin-Bicêtre,
- Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique du Val-de-Marne,
- Monsieur le Président de l'Etablissement Public Territorial Grand-Orly Seine Bièvre,
- Service des Déchets de l'Etablissement Public Territorial Grand-Orly Seine Bièvre,
- Service transports et déplacements de l'Etablissement Public Territorial Grand-Orly,
- Direction de l'Assainissement et de la Qualité des Milieux Aquatiques du Département du Val-de-Marne (DAQUAMA),
- Monsieur le Responsable de la Police Municipale,
- Madame la Directrice Générale des Services de la ville d'Arcueil.

Article 6 : La Maire :

- Certifie le caractère exécutoire de cet arrêté compte-tenu de sa transmission en préfecture, de son affichage ou de sa publication ou de sa notification.
- Informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant Madame la Maire d'Arcueil dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage ou de sa publication ; l'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours pour excès de pouvoir peut également être introduit devant le tribunal administratif de Melun dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de l'affichage ou de la publication ou, si un recours administratif a été préalablement déposé, à compter de la décision expresse ou implicite de rejet de l'administration. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site Internet.

Fait en Mairie, le
La Maire

24 JUIN 2026



Pour la Maire et par délégation
Clément ALABERGÈRE
Directeur général adjoint des services

ARRETE N°2026ARR204

Nature de l'acte : Autres domaines de compétences des communes
Service : Pôle Intervention Technique Service cadre de vie